



ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

**EXTRAIT DE PÉTITION**  
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 296 pétitionnaires.

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** le service du train a cessé abruptement ses activités sans offrir d'alternatives similaires rapides;

**CONSIDÉRANT QUE** de gigantesques montagnes de terre et de roches sont entreposées à proximité des résidences depuis mars 2021 sans considération ni avis envoyés aux citoyens;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux génèrent de la poussière en suspension dans l'air à proximité des résidences et des parcs, pouvant causer de graves problèmes de santé comme des lésions pulmonaires et respiratoires;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux génèrent de la pollution sonore et des odeurs 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, causant des troubles de sommeil, du stress, des pertes auditives et des maladies cardiovasculaires;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux causent des enjeux de sécurité majeurs, par exemple la circulation de véhicule lourds, la mobilité active dangereuse, l'accès difficile aux parcs et la fermeture d'accès au quartier;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux ferment l'accès aux chemins piétonniers et empêchent un accès sécuritaire aux écoles, garderies, et services;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux causent des bris de services sans avis préalable tels l'accès à l'eau potable, au câble, à Internet;

**CONSIDÉRANT QUE** de nombreux arbres matures essentiels à la santé ont été coupés;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec, à la Ville de Laval et au REM une compensation financière réduisant de 50 % les taxes municipales et l'accès gratuit au REM pour toutes les résidences dans un rayon de 800 mètres des travaux du REM à Laval et ce, pour une durée de 5 ans.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

Monique Sauvé, députée de Fabre

30 nov. 2021

Date de signature de l'extrait